

membre distingué de l'autre chambre, M. MORRIS, le fils de feu l'hon. WM. MORRIS, qui fut pendant nombre d'années mon collègue à la chambre d'assemblée du Haut-Canada. Dans une brochure par lui publiée en 1858, M. MORRIS, le député actuel de Lanark sud, s'est formellement prononcé en faveur de l'union des provinces, et dans cette brochure, dont je vais faire deux extraits, se trouve citée l'opinion de M. SEWARD, actuellement Secrétaire d'Etat du gouvernement des Etats-Unis sur le sort réservé au Canada :

"Ce jour," dit l'auteur, "est très éloigné, j'en ai l'espoir ; et quelque révolution que subisse le vieux monde, je suis convaincu que la connexion de notre pays avec l'empire, loin d'être ébranlée, ne fera que se resserrer par la puissance de l'Angleterre ; et les milliers d'hommes au cœur généreux qui auront grandi sous sa protection salubre, ne cesseront d'avoir pour elle des sentiments de vive affection et de loyauté, et sauront, dès que leur liberté sera en danger, se trouver au premier rang à côté des armées de l'Angleterre. Quant au sort futur de ces colonies de l'empire, le champ des prévisions en est vaste, et a occupé et ne cesse encore d'occuper bien des esprits."

Voyons, entre autres, ce que pense de nous le sénateur SEWARD :

"Ainsi que la plupart de mes compatriotes, je n'avais jusqu'ici considéré le Canada, ou, pour parler plus exactement, l'Amérique Anglaise, que comme une simple lisière de pays située au nord des Etats-Unis, facile à détacher de l'empire, mais incapable de se gouverner et qui, par conséquent, devait tôt ou tard faire partie de l'union fédérale, sans changer ou modifier sa condition ou son développement ; mais j'ai renoncé à cette opinion, qui me paraissait entachée du préjugé national. Je vois aujourd'hui dans l'Amérique Britannique du Nord, — laquelle traverse le continent depuis les rives du Labrador et de Terre-Neuve jusqu'au Pacifique, occupe une étendue considérable de la zone tempérée, et est traversée comme les Etats-Unis par des lacs, et de plus par le majestueux St. Laurent, — une région assez vaste pour le siège d'un grand empire."

Comme on vient de le voir, l'hon. M. SEWARD (qui est connu pour le premier homme d'état du gouvernement américain) a changé d'opinion à l'égard de notre pays, de la puissance duquel on ne saurait douter, et qui est destiné, par ses immenses ressources, à devenir beaucoup plus puissant. Je pense que si nous avons foi en nous-mêmes, nous serons capables de nous gouverner, surtout si dans nos efforts — supposé le cas où il faudrait en faire — nous sommes sûrs d'être secondés par les sympathies, la coopération et l'appui de l'empire. (Ecoutez ! écoutez !)

Il est évident que puisque le projet de confédération est bien vu en Angleterre, nous

recevrons de ce pays toute l'aide dont nous pourrions avoir besoin. Je regrette de ne pouvoir appuyer mon opinion sur des statistiques, mais d'autres bons membres, beaucoup plus compétents que moi, ont déjà pris ce soin, et nul doute que d'autres en feront autant. Sous ce rapport, je suis également convaincu que nous ne perdrons rien avec la fédération, qu'au contraire notre revenu augmentera considérablement. Les provinces maritimes ont des ressources qui nous manquent, entre autres leurs mines houillères et aurifères, qui seront pour nous d'une grande valeur, attendu qu'avant longtemps nous serons obligés de recourir à ce combustible que nous n'avons pas chez nous. Il me fait vraiment peine de voir que nous ayons eu si peu de relations commerciales avec ces provinces, qui ont constamment besoin de grands approvisionnements d'articles que nous avons à vendre, mais qui leur viennent d'ailleurs. Je pense que cet état de choses changera avant longtemps et que nous y gagnerons beaucoup. Sous tous les rapports la confédération est à désirer ; mais j'avoue qu'il ne me plairait pas de voir adopter ce projet si j'entrevois la moindre probabilité qu'elle dût conduire à une séparation d'avec l'empire. (Ecoutez !)

L'Angleterre a beaucoup fait pour nous ; elle s'est trompée quelque fois, mais à tout prendre nous avons été cordialement et généreusement traités par elle. Par la garantie de son gouvernement donnée à des emprunts, elle nous a beaucoup aidé, et ce fait même a donné un grand poids à notre crédit, à l'aide duquel nous avons pu exécuter nos gigantesques et utiles travaux publics. J'ai eu souvent lieu d'être étonné de l'apathie que nous avons montrée pour nos propres défenses, mais le temps est venu de faire quelque chose à cet égard, et nous y sommes obligés ; le peuple d'Angleterre ne s'est pas trompé en disant que nous étions capables aujourd'hui, au moins dans une certaine mesure, de pourvoir à notre protection. Il ne s'attend pas que dans le danger nous pourrions lutter seuls, mais il veut que nous apportions notre contingent de défense. Ce devoir accompli, nous n'aurions plus rien à craindre, et l'union nous permettrait d'agir avec plus de cohésion qu'on ne le pourrait sans elle. Il pourrait bien y avoir encore parmi nous des partisans de l'annexion aux Etats-Unis, mais leur nombre est très limité, si toutefois il en existe. (Ecoutez ! écoutez !)

Il y a quelques années, ce sentiment me paraissait prévaloir jusqu'à un certain point ; mais la